

RAPPORT

CONCERNANT LA THESE DE DOCTORAT EN SOCIOLOGIE

L'INVENTION DÉMOCRATIQUE DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Les mobilisations civiles de la lutte contre la corruption et l'État au Bénin
(1990-2010)

PRESENTEE PAR

ÉLIETH P. EYEBIYI

UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI, Faculté des Lettres, Arts et Sciences

Humaines, Ecole Doctorale Pluridisciplinaire « Espaces, cultures et développement »

RAPPORTEUR

Prof. Dr. Mihai Dinu GHEORGHIU

Université Alexandru Ioan Cuza, Jassy (Iasi), Roumanie

Ecole Doctorale de la Faculté de Philosophie et Sciences Sociales et

Politiques

Chercheur associé au Centre de Sociologie et Science Politique Européenne (EHESS, Paris)

Chercheur sous contrat – Centre d'Etudes de l'Emploi (Noisy le Grand)

Août 2012

La thèse présentée par Elieth P. Eyebiyi retient l'attention du lecteur depuis le début par l'intérêt du thème choisi – celui des mobilisations dans la lutte contre la corruption – et ses enjeux, à la fois scientifiques et politiques. Cette problématique traverse les frontières du Bénin et de l'Afrique, elle est présente en Europe (et en Europe de l'Est en particulier) et mérite d'être abordée dans une perspective comparative.

La thèse est organisée en trois parties et six chapitres, avec des poids différents dans l'économie de l'ouvrage. La première partie, « *Théories, Méthodes et Terrains de l'Etude* », présente sur une cinquantaine de pages « *Les mobilisations civiles contre la corruption dans l'espace public et la question de l'État...* » (le 1er chapitre). La deuxième partie, « *La Naissance Idéologique de la Lutte contre la Corruption* », d'un peu plus d'une centaine de pages, est composée de deux chapitres (« *Logiques et pratiques corruptives au Bénin* », le second chapitre de la thèse, et « *La construction empirique d'une catégorie sociopolitique : le problème public de la corruption* », le troisième chapitre de la thèse), étudiant la question de la corruption par rapport à la problématique du développement, ainsi que les cadres juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption. Enfin, une troisième partie, « *Les Dynamiques de la lutte contre la Corruption et la Construction de l'État* », réunit trois chapitres (« *La légitimation des idéologies de la lutte contre la corruption et les mobilisations anticorruption dans l'espace public* », IV^e chapitre, « *Médias et lutte contre la corruption : l'économie du sensationnel au cœur d'un journalisme partagé entre révélation et investigation* », V^e chapitre, et « *Mobilisations contre la corruption et représentations concrètes de l'État* », VI^e chapitre), restituant les principaux résultats de l'enquête de terrain et représentant près de la moitié du volume de la thèse. On doit ajouter à cette première évaluation comptable la richesse des références bibliographiques (organisées par sections et regroupant plus de 200 titres), ainsi que celle des annexes.

La citation en exergue d'une déclaration de la ministre de la Justice du Bénin, faite en décembre 2011, dans l'introduction de la thèse, indique clairement la gravité de la question de la corruption au Bénin : « *La justice de mon pays est corrompue. Tous les juges de mon pays sont corrompus [...] je suis à la tête d'un ministère dont j'ai honte [...], la justice béninoise est totalement corrompue [...] la justice est par terre* » (p. V). Une déclaration qui laisse pourtant perplexe un lecteur étranger : est-ce en effet « un aveu d'échec d'un État « corrompu » et « impuissant » face à « l'ampleur de l'hydre de la corruption » ou une preuve de détermination dans le combat contre la corruption de la part d'un de ces « soldats de l'anticorruption » ? La thèse apporte plusieurs éléments de réponse à cette question, mettant en place progressivement à la fois le cadre historique et politique, les discours, les acteurs et les formes de mobilisation attachés aux phénomènes de corruption.

Elieth P. Eyebiyi rappelle ainsi brièvement les liens existant entre les changements politiques intervenus depuis le début des années 1990 (chute du communisme, vague de démocratisation des pays africains, notamment des pays francophones, avènement du marché et discours néolibéral) qui ont apporté des nouvelles dimensions aux phénomènes de corruption par

rapport à la situation antérieure, à la fois par son étendue (« *si la corruption était ancrée au cœur de l'État et apparaissait avant 1990 comme relevant exclusivement d'une frange de l'élite politique, elle a infesté tous les rouages de la vie sociale sitôt l'avènement de la démocratie* ») que par ses représentations médiatiques et politiques.

Partant du constat de l'absence d'études empiriques sur les mouvements de lutte contre la corruption, à la différence des travaux consacrés par les sciences sociales au « complexe de la corruption », l'auteur a retenu trois hypothèses pour sa recherche : l'origine néolibérale du programme politique de la lutte contre la corruption, la substitution des actions légitimes de l'État par les mobilisations civiles contre la corruption (j'ai reformulé la seconde hypothèse) et la redéfinition du projet politique de l'État à travers « l'invention démocratique de la lutte contre la corruption » par les discours sur le développement, l'éthique et la bonne gouvernance. Pour valider ces hypothèses, qui suggèrent plutôt un projet en sociologie politique, l'auteur mobilise des ressources de plusieurs disciplines spécialisées, de la sociologie des mobilisations à l'anthropologie de l'État et la socio-anthropologie du développement.

Le thème de la lutte contre la corruption est devenu, au Bénin comme ailleurs, un enjeu politique, économique et social dans l'espace public, suite à l'apparition d'une nouvelle catégorie d'élites, les « *acteurs de la société civile* ». Il s'agit, reprenant le concept de Becker, comme le propose opportunément Elieth Eyebiyi, de nouveaux entrepreneurs de la morale, qui mobilisent « un discours éthique et moraliste, faisant référence à la thématique du développement », « soutenu par l'Internationale de la lutte contre la corruption qui la finance et professionnalise », et qui se sont constitués dans des mouvements anticorruption et ont occupé un terrain réservé avant à l'État.

Il n'est pas complètement surprenant pour un observateur des sociétés est-européennes « postcommunistes » d'apprendre que parfois ce sont les mêmes acteurs qui, malgré le fait de porter la responsabilité politique des affaires de corruption, s'emparent des opportunités pour lancer des campagnes contre la corruption dans le suivi des nouveaux mots d'ordre de la politique internationale (comme dans les situations évoquées par les mots d'ordre de la *Good Governance*, de la transparence dans la gestion des affaires publiques, avec l'initiative d'une cellule de moralisation de la vie publique et d'un forum national de la mobilisation de la société civile pour la lutte contre la corruption suivi par le Front des organisations nationales anti-corruption, Fonac). Cette lutte contre la corruption a cependant le mérite de transgresser les frontières d'ordre ethnique ou régional et de contribuer ainsi à l'unification de l'État et à sa modernisation.

La complexité et les contradictions d'une telle histoire justifient le choix de l'auteur de la thèse de se positionner « à la confluence... de la sociologie politique de l'action publique, de la sociologie des mobilisations et de l'anthropologie de l'État » et d'inscrire ses recherches dans le prolongement de travaux antérieurs en socio-anthropologie, pour compléter la problématique de la corruption par une recherche empirique sur les mouvements associatifs de lutte contre la corruption.

On retiendra ainsi l'examen critique d'une littérature journalistique sur la corruption, comme l'examen des travaux de Bako-Arifari sur les « mécanismes d'une *corruption institutionnelle et structurelle, tarifiée, spatialisée, codifiée et temporalisée* » au Bénin, à partir d'une ethnographie du port de Cotonou et de ses services douaniers. Au-delà de la déploration des insuffisances de l'investigation journalistique, du manque d'intérêt dans ces publications à l'égard de la lutte contre la corruption, on aurait pu poser la question des rapports existants au Bénin entre champ journalistique et champ des sciences humaines et sociales, en prenant comme référence l'analyse séminale de Bourdieu (cf. Pierre Bourdieu, *Champ politique, champ des sciences sociales, champ journalistique*, Cours du Collège de France à l'Université Lumière Lyon 2, le 14 novembre 1995).

Les sciences sociales africanistes postcoloniales ont été aussi interrogées sur la question de la « lutte contre la corruption ». Certains travaux ont abordé plus directement les questions posées par l'anticorruption, attirant l'attention, entre autres, aux effets paradoxaux des recherches et des dispositifs de combat de la corruption, qui font multiplier les cas de corruption apparents (phénomène observé ailleurs, par exemple dans la prévention des maltraitements). Mais également des travaux visant « l'amélioration de la gouvernance économique, du climat des affaires et de la sécurisation des investissements à travers notamment un cadre juridique et réglementaire plus strict axé sur les modèles occidentaux ». Dans ce contexte, il est légitime de s'interroger sur les résultats de tels travaux et leurs effets d'ordre politique ou économique, sur l'efficacité des réformes réclamées (une loi a été votée en 2011).

D'autres approches (« *sociocentrées* ») soulignent le caractère « socialement construit » de la corruption et ses mécanismes de reproduction, privilégiant l'éducation comme instrument d'intervention contre la corruption et demandant l'introduction de cours d'éducation civique et morale dès le niveau primaire d'enseignement, et dédouanant ainsi au moins en partie un personnel des services publics insuffisamment cultivé ou formé. Le surinvestissement de la prévention dans les discours orientés dans cette perspective aboutie à des formes extrêmes qui rappellent l'eugénisme et la « purification » de la société par les nouvelles générations, mieux éduquées.

Dernière perspective prise en compte, celle des critiques adressés aux programmes anti-corruption, met en exergue les intérêts qui leur sont associés, leur fonction de légitimation des gouvernements auprès des bailleurs de fonds, ainsi que les structures et les acteurs exerçant un contrôle sur les processus d'échanges économiques et politiques. « (...) la lutte contre la corruption apparaît... ici davantage comme un instrument de régulation politique, économique et sociale [plutôt qu']un instrument de développement », son « objectif 'caché' semble être avant et après tout l'acquisition, le maintien et la conservation d'un pouvoir de contrôle ».

En prenant, dans le sillage de Becker, « l'entreprise de morale comme prisme de lecture », l'auteur de la thèse remet en question les représentations fonctionnalistes de la corruption

comme forme de déviance, phénomène anémique et désorganisant de la société, et de la lutte contre la corruption en tant que « croisade du bien contre le mal, et pour le bien collectif ». Les discours des « nouveaux soldats de la vertu », « les leaders de l'anticorruption », populistes et moralistes, visent à inciter la réforme des cadres juridiques et institutionnels par l'introduction de nouvelles normes et la révision de normes existantes. Cette lecture, d'inspiration interactionniste, cherche à dépasser une lecture exclusivement « organisationnelle » des associations et mouvements de lutte contre la corruption comme des organisations, des ONGs à la recherche du profit.

La recherche a été effectuée dans des espaces urbains, dans la ville de Cotonou en particulier, par une enquête de type ethnographique (des *fora* de délibération publique comme « *le kiosque de vente de journaux situé derrière la morgue de Cotonou et qui rassemble chaque jour un nombre impressionnant de citoyens, de classe moyennes comme de classes populaires, notamment des conducteurs de taxis-moto venant lire les titres des journaux, écouter la revue quotidienne de presse de dah Houawé sur les antennes de la radio Capp FM et débattre sur place des points saillants de l'actualité* ») et par des entretiens « informels » (à Porto-Novo, avec des personnes ressources, et avec des étudiants sur le campus de l'université d'Abomey-Calavi). Une autre partie importante de l'enquête a été consacrée à l'observation d'un ensemble d'émissions radiophoniques et télévisées relatives à la corruption ou à la lutte contre la corruption, ainsi qu'à la presse *online*, avec ses blogs et autres *fora* sur Internet. Dans son enquête, Elieth Eyebiyi a su affronter de nombreuses difficultés, aussi bien pour accéder aux sources bibliographiques et documentaires, que pour obtenir la confiance et assurer la confidentialité des témoignages recueillis.

Sans passer ici en revue l'ensemble des questions posées et des analyses approfondies qu'on peut lire dans la thèse riche et stimulante d'Elieth Eyebiyi, je tiens à affirmer qu'elle réunit toutes les qualités requises pour être soutenue en séance publique et j'adresse à l'auteur et à son professeur coordinateur de ce travail mes félicitations.

Mihaï Dinu Gheorghiu

Iasi/Paris, août 2012